

DÉCEMBRE 2012

Pages 2-7

ACTUALITÉS DU MONDE

Europe

Espagne : bonnes perspectives pour la Gauche unie

Asie

Japon : une mascarade électorale

Amérique latine

Salvador : le FMLN à la présidence en 2014 ?

Afrique

Afrique du Sud : impressions de voyage

Monde arabe

Palestine/ONU : un État ! Une voix ! Un droit !

Le billet de Gérard Streiff

Palestine : solidarité numérique

Pages 8-9

POUR UNE AUTRE EUROPE

La parole à Francis Wurtz

Pages 11-13

FOCUS

Conférence pour la Paix de Buenos Aires

Pages 14-15

ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 16-17

REGARD sur États-Unis

BONNE ANNÉE 2013 !

L'équipe de la LRI vous souhaite à toutes et tous une excellente année !

2013, pour nous, sera d'abord marquée par un important Congrès du Parti communiste français du 7 au 10 février. Nous accueillerons de nombreuses délégations étrangères. Ce sera, sans aucun doute, un des temps forts de cette année, pour les partis, mouvements sociaux, militants qui s'intéressent aux relations internationales. Un temps de solidarité, d'amitié, de construction.

2013 sera également une année de grands rendez-vous internationaux, auxquels nous prendront part, en particulier le Forum social mondial à Tunis fin mars, l'Altersummit européen à Athènes en juin, et la réunion annuelle du Forum de São Paulo au Brésil au printemps.

2013 sera aussi une année d'enjeux pour le désarmement et la paix. Le gouvernement de Norvège accueillera début mars à Oslo une conférence des États sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires (invitation à laquelle la France n'a pas encore répondu...). Une rencontre de la société civile aura lieu à Oslo les 2 et 3 mars, à l'initiative de la Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire-ICAN. Nous y serons. Tout comme nous serons, à l'automne prochain, parmi les principaux artisans du contre-sommet du Sommet de l'OTAN, prévu (non-officiellement encore) à Budapest.

De nombreuses initiatives pour la paix et la sécurité sont à notre agenda de 2013, sur l'Afghanistan, sur l'Afrique, sur la relation franco-allemande, sur la Palestine, sur l'Amérique latine...

S'ouvre ainsi devant nous une année au fort potentiel de batailles à mener et d'alternatives à forger. La LRI ne manquera pas d'informer, d'apporter des points de vue, des analyses, des idées et des propositions sur toutes ces questions.

Claire Chastain



- **Colloque sur le colonialisme à l'Assemblée nationale**, à l'invitation de Mme la députée Marie-Georges Buffet, MM. les députés Noël Mamère et Pouria Amirshahi, en présence de Mme Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH et de M. Kamel Jendoubi, président de l'ISIE samedi 12 janvier (inscription obligatoire : vj.fhached@gmail.com)
- **Vœux de Pierre Laurent** lundi 14 janvier à 18h30
- **Autour des 50 ans du Traité de l'Elysée, réunion franco-allemande des mouvements et partis pour la Paix** participation de Francis Wurtz, Jacques Fath et Claire Chastain, 19-20 janvier à Berlin
- **Colloque sur le désarmement nucléaire**, organisé avec ICAN France, à l'Assemblée nationale vendredi 25 janvier
- **Sommet alternatif UE/CELAC à Santiago du Chili**, du 24 au 27 janvier, participation d'Obey Ament

Espagne bonnes perspectives pour la gauche unie

La X^{ème} Assemblée de la Gauche unie (*Izquierda Unida-IU*) s'est tenue à Madrid du 14 au 16 décembre 2012. Cayo



Lara, son coordinateur général, a été réélu à l'unanimité par le conseil politique fédéral, après que sur les 931 délégués, 790 aient soutenu – pour la première fois depuis des années – une liste unitaire (89 votes blancs et 52 nuls). Les congressistes ont adopté également à une très large majorité un seul document politique, traduisant à la fois l'importante discussion interne et la prise en compte des principales composantes et sensibilités de IU*.

L'assemblée de IU s'est déroulée dans un contexte politique marqué par la crise économique et sociale profonde qui enfonce le pays dans la récession et de premiers reculs, certes partiels, de la droite lors des élections régionales de 2011, en concomitance avec une progression significative de IU et de ses alliés dans la plupart de ces scrutins (Andalousie, Asturies, Galice et Catalogne), et des difficultés persistantes pour le Parti socialiste à s'inscrire dans une alternative crédible face à la droite. La Déclaration de Madrid adoptée par l'assemblée de IU, qui s'intitule *Transformer la mobilisation en organisation, la révolte en alternative, l'alternative en pouvoir*, souligne les principaux enjeux et défis auxquels est confrontée IU.

D'abord du fait de la crise du capitalisme et de l'im-passe européenne qui nécessite, selon IU, une refondation de l'UE et d'importantes réformes structurelles visant à la fois à inverser les mesures d'austérité et de

régression sociale prises depuis 2010 par le gouvernement socialiste d'alors et considérablement aggravées par la droite de Mariano Rajoy et les diktats de la troïka européenne : coupes dans les dépenses publiques et sociales avec des coûts énormes pour les services publics, notamment l'éducation et la santé ; réforme du marché du travail qui a considérablement amplifié le chômage et la précarité ; accélération des expulsions des familles ne pouvant faire face au remboursement des hypothèques imposées par les banques. Conséquence : une crise économique et sociale d'ampleur qui se traduit par près de 6 millions de chômeurs et 12 millions de personnes plongées dans la pauvreté.

IU souligne également les effets de la crise politique et les reculs démocratiques concernant droits sociaux et libertés : limitation de la souveraineté populaire (appel à résister aux conditions imposées par la troïka européenne pour le pacte budgétaire européen) et démantèlement progressif de la Constitution de 1978. Tout cela implique pour IU d'engager une mise en mouvement de forces politiques et sociales, culminant dans un processus constituant mettant au centre des droits sociaux et politiques effectifs pour les travailleurs et les citoyens, la légalité républicaine, la souveraineté populaire.

Sur toutes ces questions, IU appelle à l'action, à la « révolte sociale » et à une « construction collective de l'alternative » autour de propositions concrètes, en articulation sur les importantes exigences des syndicats et d'un mouvement social et citoyen, réunis dans un « Sommet social ». Ces exigences et propositions se sont traduites dans des mobilisations d'une ampleur sans précédent depuis des années, notamment lors de la grève générale du 14 novembre.

IU entend être la force motrice d'un « Bloc social et politique qui dispute l'hégémonie et le pouvoir au néolibéralisme » pouvant constituer une alternative réelle, tout à la fois « option de gouvernement et en capacité de changer le système », « régénérant la vie politique et impulsant une issue anticapitaliste à la crise ». Tel est le défi pour lequel IU entend consolider son organisation, pour en faire une grande organisation de masse. Cette question, tout comme celle de l'Europe (l'alternative à l'actuelle orientation néolibérale de l'UE) ou celle de la réforme de l'État alors que poussent, notamment en Catalogne, les revendications souverainistes (pour IU, il s'agit d'aller vers « la construction d'une République fédérale et solidaire qui incorpore le droit à décider des peuples qui la composent ») feront l'objet d'approfondissements dans des conférences thématiques organisées dans la prochaine période.

José Cordon

responsable Europe des Relations internationales

* La Gauche unie se définit comme un mouvement politique et social organisé dans 17 fédérations. Elle revendique environ 35 000 membres. Plusieurs partis en font partie tels que le PCE (la principale composante), l'UJCE (Jeunes communistes), Gauche ouverte de Gaspar Llamazares, Gauche républicaine, POR (Parti ouvrier révolutionnaire) ainsi que de petites organisations régionalistes.

SUGGESTIONS DE LECTURE

De Trotsky aux Trotskysme

Léo Figuères, éditions Le Temps des cerises, 2012

Les Chinois sont des hommes comme les autres

Zheng Ruolin, Editions Denoël, 2012

Les soldats du refus pendant la guerre d'Algérie

témoignages, éditions de l'Épervier, 2012

Portugal sur le 19^{ème} congrès du Parti communiste

Le 19^{ème} Congrès du PCP s'est tenu du 30 novembre au 2 décembre 2012 à Almada (banlieue de Lisbonne). Un peu plus de 1200 délégués. 600 à 800 invités : des membres du PCP et les représentants des autres forces politiques de gauche portugaises. 58 délégations étrangères.

Le Congrès s'est déroulé dans un très grand gymnase, sur les murs duquel on lit les mots d'ordre qui correspondent à l'esprit général du Congrès : *C'est le temps de dire, ça suffit ! ; Rejet du pacte d'agression ; Lutter pour donner un futur au Portugal ; Pour une politique patriotique et de gauche.* Autres thématiques reprises par les textes et les intervenants : *le socialisme ; la démocratie avancée ; l'esprit d'avril.*

La valorisation des luttes, du renforcement du parti dans ces luttes, ont donné une tonalité très combative au Congrès. La gravité de la crise la renforce. Des intervenants ont qualifié la situation comme étant la plus noire depuis la révolution du 25 avril.



L'ensemble du Congrès fut très centré sur les luttes sociales, la nécessité de faire converger toutes les luttes et pas seulement les luttes ouvrières (salariés, usagers des services publics, petits agriculteurs, transports...).

L'axe du combat du PCP est le refus de l'austérité, du chômage, le démantèlement des services publics, des politiques et des protections sociales, la dénonciation de la Troïka et de son pacte d'agression, la mise en accusation des contraintes imposées par l'UE et de la nature de la politique d'intégration européenne. Beaucoup d'intervenants soulignent la nécessité de construire une alternative par les luttes afin d'ouvrir une perspective. C'est un processus.

1219 délégués ont participé à l'élection du Comité central, 1184 voix pour la liste proposée soit 97% des voix (14 contre et 21 abstentions). Le Comité politique, le Secrétariat, la Commission centrale de contrôle et le Secrétaire général (Geronimo de Souza) ont été élus (ou réélus) par le CC à l'unanimité.

Le PCP a réussi un grand congrès, une belle démonstration de combativité, dans un pays que l'austérité et les règles du capitalisme ont plongé dans une crise particulièrement aiguë. Un pays où l'influence du communisme et le vote communiste ont un poids réel et une forte crédibilité.

J.F.





PIERRE LAURENT
 SECRÉTAIRE NATIONAL
 DU PCF, SÉNATEUR

AURA LE PLAISIR
 DE VOUS PRÉSENTER
 SES VOEUX À L'OCCASION
 D'UNE RÉCEPTION
 AMICALE

LUNDI 14 JANVIER 2013
À 18H30

SIÈGE DU PCF
 ESPACE OSCAR NIEMEYER
 2, PLACE DU COLONEL-FABIEN
 PARIS 19^e - M^o COLONEL-FABIEN








Japon une mascarade électorale

C'est là une affaire entendue, la politique japonaise n'intéresse quasiment personne en France, bien que l'Archipel reste la troisième économie du monde et que ses produits culturels connaissent une audience planétaire. Une telle négligence peut s'expliquer par le fait qu'en dépit des multiples atouts qui lui permettraient de jouer un rôle positif à l'échelle internationale, ses élites font montre de servilité vis-à-vis des États-Unis, quand elles ne se complaisent pas dans le négationnisme, ce qui les rend superfétatoires. Les récentes élections législatives ne viendront pas modifier cette opinion. Véritable mascarade, la consultation est révélatrice de l'épuisement d'un système politique et de la perte de direction du pays. C'est à cet aspect des choses que nous nous bornerons ici.



1. La Cour suprême avait indiqué que les disparités entre les circonscriptions, qui font que certaines sont deux fois moins peuplées que d'autres, rendraient les élections inconstitutionnelles. Celles-ci ont été pourtant organisées, comme si de rien n'était. Pire, le mode de scrutin instauré en 1994, qui attribue 300 sièges selon le système uninominal de circonscription à un tour, contre 180 à la proportionnelle par blocs régionaux, amplifie le moindre glissement de l'électorat. Ainsi, le Parti libéral-démocrate a pu remporter 79% des sièges de circonscription avec 43% des votes, alors que le Parti démocrate n'en a obtenu que 9% avec 22,8% des suffrages.

2. Ladite réforme avait pour objectif d'imposer le bipartisme et de permettre ainsi l'alternance, après la semi-éternité du règne conservateur. Le scrutin de 2009 semblait avoir validé ce projet puisque, pour la première fois, une autre formation, en l'occurrence le Parti démocrate, était parvenue au pouvoir avec une majorité substantielle et sur la base d'un indéniable soutien populaire. Mais, depuis les années 1990, le système politique japonais connaît une instabilité croissante, qui s'exprime par des scissions à répétition, suivies de regroupements momentanés, et par l'émergence de démagogues prompts à détourner les électeurs des véritables enjeux. Cette donnée, couplée au mode de scrutin, conduit à fausser les résultats. Les votes perdus dans les circonscriptions, c'est-à-dire ceux qui se sont portés sur des candidats battus, dépassent les 37 millions, soit 56% des bulletins. Dans bien des cas, les députés de circonscription ont été en réalité mal élus.

3. La campagne des législatives du 16 décembre a frisé le grotesque avec l'apparition d'un « troisième pôle » constitué de deux formations créées pour la circonstance, à partir de partis fraîchement formés. L'une – le Parti de la

refondation du Japon – est dirigée par des élus locaux de la droite vulgaire et l'autre – le Parti du futur –, plus à gauche semble-t-il, n'a pu mener qu'une très brève campagne sur les thèmes de la sortie du nucléaire, de la parité et de l'opposition au doublement du taux de la TVA. Cette cacophonie nuit à une gauche qui a du mal à se faire entendre. Le Parti social-démocrate se trouve réduit à 2 sièges, alors qu'il recueillait jadis un tiers des suffrages, lorsqu'il s'appelait encore Parti socialiste. Le Parti communiste parvient toutefois à maintenir ses positions – 6,13% à la proportionnelle et 7,89% dans les circonscriptions –, augmente très légèrement le nombre de ses voix, mais perd un siège et est ramené à 8 députés.

4. Le Parti libéral-démocrate et son allié, le *Komeitô* dit bouddhiste, disposent d'une « majorité stable », à savoir de plus des 2/3 des sièges à la chambre basse, ce qui leur permettra de repousser les éventuelles réticences de la chambre haute et de contrôler toutes les commissions parlementaires. Les vainqueurs auraient cependant tort de croire qu'ils ont obtenu un mandat clair. Avec 59% seulement de votants, la participation a chuté de dix points par rapport à 2009. En fait, les électeurs ont d'abord voulu sanctionner les démocrates pour leur incapacité à mettre en œuvre le programme sur lequel ils avaient triomphé et à assurer un semblant de continuité, trois premiers ministres s'étant succédé depuis 2009. Le PDJ a ainsi perdu la moitié de ses voix et 3/4 de ses sièges. Neuf ministres ont été battus, au sein d'une formation qui est à reconstruire, à supposer du moins que cela soit bénéfique pour le pays. Tous les sondages d'opinion et de sortie des urnes indiquent que le PLD a été choisi par défaut – en vérité, il a perdu 1,6 million de voix dans les circonscriptions et 2,19 millions à la proportionnelle, sa légère progression en pourcentage ne tenant qu'à la faible participation – et parce qu'il conserve un ancrage clientéliste, notamment dans le Japon dit de « l'envers », vieillissant et plus rural. À preuve, il ne recueille que 27,79% des suffrages à la proportionnelle contre 43,01% dans les circonscriptions.

5. Selon ces mêmes sondages, la majorité des électeurs ne faisait confiance à aucun des deux principaux partis. 61% étaient préoccupés avant tout par l'interminable marasme économique et les difficultés sociales qui s'entrelacent à lui, question suivie par les inquiétudes concernant le nucléaire. 15% seulement accordaient de l'importance aux questions internationales sur lesquelles le PLD et son chef, le faucon Abe Shinzô, ont pourtant fait campagne. Nul, par ailleurs, ne se risquait à prédire ce que sera l'avenir des formations du « troisième pôle ».

Loin d'assurer un cap, les récentes législatives ne feront vraisemblablement qu'aggraver les tourments d'un peuple qui ne les mérite pas. Au-delà de l'archipel, cette impasse est emblématique de la crise multiforme et complexe qui frappe nombre de pays développés.

Patrice Jorland

collaborateur des *Relations internationales*

Salvador le FMLN à la présidence en 2014 ?

Vingt ans après les accords de paix qui mettaient fin à la guerre civile, le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) a lancé sa formule présidentielle, le 11 novembre dernier, avec des perspectives encourageantes de victoire aux prochaines élections présidentielles de mars 2014. En cette date anniversaire de la grande offensive générale de 1989 où il avait manqué de peu la prise du pouvoir, le FMLN a réuni près de 100 000 militants (pour 6 millions d'habitants !) pour annoncer ses candidats, réussissant ainsi sa démonstration de force.

L'enthousiasme militant répondait au pari gagné de l'unité du parti, alors que beaucoup imputent la défaite surprise de 2004 aux profondes divisions entre partisans de la ligne révolutionnaire (les « orthodoxes ») et sociale-démocrate (les « rénovateurs »). Désormais, Salvador Sanchez Ceren, figure historique orthodoxe et actuel vice-président et ministre de l'éducation dans le gouvernement d'alliance, sera candidat à la présidence, tandis qu'Oscar Ortiz, médiatique maire de Santa Tecla et postulant rénovateur déçu à la candidature interne de 2004, sera candidat à la vice-présidence.

L'annonce précoce de la formule présidentielle – 16 mois avant les élections – a vraisemblablement été précipitée pour se démarquer de la politique du prési-



dent social-démocrate actuel, Mauricio Funes, élu grâce aux voix du FMLN mais avec qui les relations ont été exécrables depuis la victoire de 2009. Sur la forme, le président a toujours entretenu un discours de défiance vis-à-vis du FMLN et de ses ministres, répétant à plusieurs reprises qu'il n'était pas redevable dans ses choix politiques à ceux qui ont contribué à le faire élire. Sur le fond, malgré quelques avancées sociales réelles dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'agriculture, le bilan provisoire des politiques menées par le gouvernement reste très éloigné des promesses et du programme de campagne du FMLN.

La remobilisation de son électorat reste donc le défi majeur pour l'ancienne guérilla, comme l'ont rappelé les élections législatives et municipales de 2012. A la surprise générale, et alors que le parti de droite ARENA ne progressait pas en nombre de voix, le FMLN a perdu trois députés et de nombreuses grandes villes parmi ses bastions, du seul fait de l'abstention de ses électeurs déçus par le bilan du gouvernement de coalition. Toutefois, le chamboulement de la carte électorale a été profitable dans les campagnes, où la présence des anciens guerilleros au gouvernement et les aides spécifiques aux agriculteurs ont permis de dédramatiser le FMLN dans les zones jusqu'alors contrôlées par les grands propriétaires et l'oligarchie. Dernier signe encourageant pour les descendants de Farabundo Marti : leur meilleur allié pourrait être l'opposition de droite, affaiblie par la perte des fonds puisés jusqu'alors dans les ressources de l'État, et toujours profondément divisée.

Ambroise Mazal
collectif Amérique latine

Afrique du Sud impressions de voyage

A l'issue d'un circuit de 5500 km à travers l'Afrique du Sud, durant le mois de décembre 2012, où nous avons participé à un congrès international syndical, voici quelques impressions « à chaud », sur les réalités de ce pays et de ce peuple à qui nous sommes liés par le combat historique contre l'apartheid.

Ce voyage nous a permis de discuter avec des syndicalistes, des militants de l'ANC (Congrès national africain) et du SACP (Parti communiste sud-africain) des acteurs de la vie sociale de « townships » et tout simplement des femmes et des hommes de toutes origines et conditions, rencontrés au hasard de notre route.

Nous conservons des souvenirs inoubliables de paysages grandioses, d'une faune et d'une flore extraordinaires même s'il faut savoir que les célèbres réserves naturelles qui font la renommée de l'Afrique du Sud se sont très souvent constituées sous l'apartheid par l'expropriation et l'expulsion des communautés africaines qui vivaient là et que les populations locales limitrophes des parcs n'en perçoivent toujours que peu de retombées...

Mais ce qui nous a frappé tout au long du séjour, ce sont les marques durables des conséquences du régime colonial et d'apartheid, avec des inégalités sociales monstrueuses qui continuent de recouper largement les anciennes distinctions raciales.

Un exemple parmi tant d'autres : le contraste inouï entre les somptueuses villas nichées dans les paysages paradisiaques de la péninsule du Cap et l'immense bidonville qui s'étend à perte de vue dans la plaine marécageuse et sableuse à quelques kilomètres de là.

Il y a « plusieurs Afrique du Sud » qui coexistent et trop souvent s'ignorent et se craignent même si nous avons rencontré partout des femmes et des hommes formidables qui s'efforcent de faire vivre au quotidien l'idéal d'une société non-raciale et solidaire.

Dans de nombreuses villes et territoires traversés, la même division spatiale saute au visage entre les larges avenues verdoyantes, les vastes et belles maisons des quartiers et des fermes des « blancs » (souvent entourées de barbelés électrifiés et protégés par des sociétés de sécurité armées) et la persistance des « townships » des « noirs » relégués et cantonnés dans les zones les plus insalubres et excentrées, dans un entassement invraisemblable souvent sans un seul arbre ou espace public digne de ce nom.



Progressivement, de toutes petites maisonnettes « en dur », avec leur chauffe-eau solaire sur le toit sont-elles construites avec l'aide de l'État ou des municipalités et remplacent – au même endroit – les cabanes de tôles et de planches, certes l'adduction d'eau et d'électricité gagne du terrain mais l'ampleur de ce qui reste à accomplir est évidente.

Dans les zones rurales, la corvée d'eau, la lessive au ruisseau restent une réalité pour les femmes et les enfants.

Et puis, ce qui frappe encore dans ce pays où des fortunes colossales se sont bâties sur les richesses minières et agricoles, où les publicités géantes et le sponsoring des multinationales sont omniprésents, c'est la profondeur de la pauvreté et de la précarité, l'exploitation forcée qui continue de toucher une large partie de la population noire : des grèves importantes ces derniers mois dans les mines ou les plantations de fruits ont mis en évidence le niveau dérisoire des salaires (5 à 6 euros pour 10h de travail d'un ouvrier agricole...) ; partout nous avons vu ces hommes qui attendent le long des trottoirs une embauche pour une heure ou une journée, ces innombrables petits boulots ou marchands de tout et de rien dans les rues, ces enfants qui mendient une pièce.

Nous conserverons le souvenir de cette femme avec une grande bassine, prise en stop le long d'une route de campagne et qui nous explique qu'elle va vendre des pêches sur un trottoir, dans la ville située à 60 km de là...

C'est d'ailleurs là au moins le grand acquis de l'abolition des lois d'apartheid que cette liberté de se déplacer conquise par les noirs ; Leah, 33 ans, originaire de Soweto mais rencontrée dans le township de Knysna sur la côte sud, nous dit : « *Quand j'étais jeune, je n'imaginai même pas pouvoir aller habiter ici près de la mer !* » et ajoutant : « *Les choses bougent... même si c'est trop lentement* ».

Mais cette liberté de se déplacer, c'est encore très souvent, pour les Noirs, celle de le faire à pied ou dans des voitures ou « taxi-bus » bondés...

Autres défis dans des domaines où les inégalités héritées de l'apartheid sont criantes : l'éducation et la santé.

Il n'est pas rare que les classes comptent 60 élèves comme dans ce collège rural du Zululand où les enfants sont trois par table, dans une salle où le seul matériel pédagogique semble être le tableau noir...

Résultat : toutes les familles qui en ont les moyens, c'est-à-dire concrètement la plupart des « blancs » et une minorité « noire » qui s'est enrichie ces dernières années, font le choix des écoles privées. Un enseignant

Afrique du Sud : impressions de voyage

progressiste d'origine afrikaner regrettait de surcroît l'absence d'un véritable programme national d'enseignement, notamment en histoire, faisant qu'un jeune peut sortir du système scolaire sans avoir entendu parler des luttes pour mettre fin à l'apartheid !

Quant au système de santé, il reste largement à plusieurs vitesses dans un pays confronté au terrible fléau du Sida : dans ce même village zoulou, où 60% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (2 € par jour), un tiers est contaminé par le VIH !

Toutes ces questions sont au cœur de débats politiques et syndicaux souvent vifs où s'exprime l'exigence de changements sur le plan social et économique alors que ces dernières années ont davantage été marquées par des fermetures d'entreprises, des suppressions d'emplois (plus de 40% des noirs seraient au chômage !), des privatisations de services publics que par des progrès sociaux.

Ces discussions ont aussi traversé la préparation de la Conférence nationale de l'ANC, en décembre 2012, à Mangaung, qui a finalement apporté un large soutien au président actuel, Zuma, et élu comme vice-président l'ancien dirigeant syndical des mineurs devenu homme d'affaires, Cyril Ramaphosa, sur une base idéologique ambiguë, Zuma mettant d'abord en avant la question de l'« unité de l'ANC », de son caractère rassembleur « des communistes aux capitalistes » et de sa mission non achevée de « libération nationale » face à la « domination blanche et à l'impérialisme occidental » sous le

mot d'ordre très flou de la « liberté socio-économique » avec la poursuite de la « déracialisation » de la propriété (qui a pourtant montré plus que ses limites jusqu'ici avec le seul enrichissement de quelques-uns sans remise en cause du capitalisme).

Le SACP et une majorité de la COSATU (Confédération sud-africaine des syndicats) qui ont fait le choix de continuer à s'inscrire dans l'Alliance historique nouée avec l'ANC il y a 50 ans dans le combat contre le régime d'apartheid et ont apporté leur appui au nouveau tandem dirigeant, font le pari de parvenir à changer radicalement les choix dominants de ces 15 dernières années.

De ce point de vue, « rien ne semble écrit à l'avance », d'autant qu'un autre fléau gangrène les institutions publiques à tous les niveaux, celui de la corruption, dénoncée là-aussi de manière très officielle jusqu'au plus haut niveau de l'ANC notamment par son secrétaire général, le communiste Gwede Mantashe...

Des syndicalistes et des progressistes nous ont fait part de leur souhait d'une action plus visible et autonome du SACP, voire de l'émergence d'une nouvelle force politique à gauche, d'un « ré-ancrage au plus près des salariés » de toutes les branches de la COSATU et du besoin d'une mobilisation sociale plus forte, d'une bataille d'idées pour imposer les changements nécessaires d'autant que les tendances populistes et machistes de Zuma, ainsi que son faible bilan actuel, ne peuvent qu'inquiéter sur l'avenir.

À l'issue de ce voyage passionnant dans ce grand et beau pays (deux fois la France en superficie), aux potentiels humains et matériels considérables mais confronté à des choix cruciaux pour son avenir et celui de sa jeunesse (50% de la population a moins de 25 ans) et pour l'avenir même du continent africain, il nous semble plus que jamais indispensable, dans le prolongement de la solidarité active apportée à l'époque pour libérer Mandela et abattre le régime d'apartheid, de développer les liens, les échanges, la coopération avec ce peuple et toutes ses forces progressistes.

Thierry Aury
Frédérique Landas

le billet de Gérard Streiff

Palestine : solidarité numérique

En réaction à la dernière agression israélienne contre Gaza, la solidarité propalestinienne a su trouver des formes inédites. Ainsi, le compte Twitter du vice-Premier ministre a été piraté ; on pouvait y lire des messages extrêmement sévères pour son propre premier ministre Nétanyahou, le qualifiant de « psychopathe meurtrier », des slogans bien sentis comme « Libérez la Palestine ! Mettez fin à l'occupation ! » ou encore un appel au boycott international des produits israéliens. Les astucieux pirates sont membres du groupe Zcompany Hacking Crew qui avait, dans un passé récent, paralysé le site de l'OTAN ou celui du ministère de la Défense britannique.

Le compte Twitter et la page Facebook du vice-ministre sont restés durablement perturbés. Le gouvernement de son côté a dû admettre que le jour même de l'agression, le 14 novembre, il avait été la cible de 44 millions de tentatives de piratage.

Palestine/ONU un État, une voix, un droit !

Lors d'un vote de l'Assemblée générale des Nations unies, le même jour que celui qui avait permis la naissance d'Israël en 1947, l'écrasante majorité des États-membres (par 138 voix pour, 9 contre et 41 abstentions) ont fait de la Palestine un État observateur. Ce statut n'est régi par aucune disposition de la Charte des Nations unies. Cette facilité fut instaurée pour la Suisse et seul le Vatican en est bénéficiaire aujourd'hui.



Neuf membres, donc, se sont opposés au vote de la résolution : États-Unis et Israël, sans surprise, ainsi que le Canada et la République tchèque, Panama, et quatre micro-États du Pacifique : Nauru, Palau, la Micronésie et les îles Marshall. Notons que nombre de ces pays votent quasi-systématiquement en faveur des positions étasuniennes, augmentant ainsi le nombre de voix réel des États-Unis au sein de l'Assemblée générale... La Russie et la Chine ont voté pour. L'Europe, à l'image de sa solidarité inter-membres en temps de crise, a une fois de plus fait la démonstration de « l'unité dans la désintégration », à des années-lumière d'une politique étrangère et de sécurité commune présentée pourtant comme une grande ambition. Les 27 ont donc voté en ordre dispersé, la majorité s'abstenant, à l'image de l'Allemagne et de la Pologne, qui, accablés par le poids de l'histoire du XX^e siècle, ne semblent pas en passe de s'opposer à l'État d'Israël quelles qu'en soient les raisons. L'Espagne, indécise jusqu'au dernier moment, a également voté en faveur de la Palestine, ainsi que le Danemark, la Finlande, la Suède, la Belgique, le Luxembourg, l'Irlande, la Grèce et le Portugal. Le Royaume-Uni, allié historique des États-Unis, a longtemps douté, songeant à donner un avis favorable à la demande palestinienne sous réserve que l'Autorité renonce à recourir à la Cour pénale internationale (CPI) contre Israël. Faute de réponse satisfaisante, le Royaume Uni s'est abstenu... La France s'est prononcée favorablement : après avoir déconseillé au président palestinien de déposer sa demande devant le Conseil de sécurité, la solution de l'Assemblée générale s'est imposée comme compromis naturel au président de la République française... Nicolas Sarkozy, en 2011. En soi, la position de l'actuel gouvernement relevait du strict minimum, après avoir laissé planer le doute sur un refus, après avoir affirmé être les plus grands amis d'Israël et renoncé à une promesse de campagne présidentielle sur la reconnaissance (totale) de l'État de Palestine... Néanmoins, ce vote est tout d'abord la démonstration de l'impopularité de la politique intransigeante d'Israël et des États-Unis, reflet entre autre des opinions publiques des États-membres. Une marche de plus semble avoir été franchie dans l'isolation diplomatique des deux puissances.

Sur les terres palestiniennes, la situation de la population ne va pas évoluer par ce changement de statut, mais le vote de l'ONU est un signe extrêmement encourageant dans la mesure où on va pour la première fois parler d'État. Un glissement sémantique d'importance quand on parle de droit international. Juridiquement on ne parlera plus de territoires occupés mais d'un État occupé par un autre dans un conflit entre deux États...

Les autorités palestiniennes vont désormais pouvoir participer à toutes les instances de l'ONU comme l'Organisation mon-

diale de la santé et le Programme alimentaire mondial, signer des conventions de l'ONU sur les droits sociaux ou politiques, adhérer à des traités ouverts aux États et déposer plainte auprès de la Cour internationale de justice (CIJ)... Les Palestiniens vont également pouvoir saisir, et pour la première fois, les instances juridiques internationales, telle que la Cour pénale internationale (CPI). Et donc déposer plainte contre l'État Israélien ou des officiers responsables de crime de guerre lors de l'hiver 2009 ou durant les dernières opérations militaires.

En réalité, cette démarche suscite la colère israélienne pour deux raisons : politique d'abord, parce que cela représente une victoire diplomatique majeure pour les Palestiniens ; juridique ensuite, car le risque de se voir poursuivi devant la CPI est réel et ce vote ouvre la voie à une guérilla juridique dont Israël se passerait bien. Pour autant, il faut modérer l'impact immédiat sur la politique israélienne. D'abord, parce que ces démarches prennent énormément de temps, ensuite parce que fort de son impunité, l'État israélien se dédouane systématiquement des contraintes du droit international. Le principal souci pour Israël serait de voir la Palestine entrer à la CPI. Son admission ne serait cependant pas automatique mais soumise à l'approbation de l'Assemblée des États signataires du Statut de Rome. La CPI, chargée depuis 2002 de juger crimes de guerre et crimes contre l'humanité, est indépendante de l'ONU, même si elle coopère avec elle. Sa compétence ne s'étend qu'aux États. Israël et les États-Unis ont refusé de la reconnaître. L'Autorité palestinienne avait reconnu en janvier 2009 la compétence de la Cour alors qu'en droit, seul un État est en capacité de le faire.

Le mouvement islamiste palestinien Hamas, au pouvoir à Gaza et qui avait officiellement cautionné l'initiative du président Abbas, a qualifié le vote de « victoire ». Le président qui avait posé ce vote comme : « dernière chance de sauver la solution à deux États » a promis de « tenter de ranimer les négociations » de paix avec Israël, au point mort depuis plus de deux ans. Selon l'ONU, ce sont au total plus d'un demi-million de colons qui habitent désormais les territoires occupés. Dix-huit ans après leur signature, les accords d'Oslo, qui ont désigné en 1994 un gouvernement palestinien provisoire – l'Autorité palestinienne – et qui étaient censés aboutir après cinq ans à la création d'un État palestinien, demeurent plus que jamais au point mort.

Cette nouvelle situation a un prix. Le département d'État américain a annoncé qu'il ne fallait sans doute pas compter sur le déblocage de 200 millions de dollars d'aide promis par Washington à l'Autorité palestinienne, confrontée à sa pire crise budgétaire depuis sa création. Il faut rappeler que la grande démocratie de Washington a stoppé tout financement pour l'Unesco quand cette agence de l'ONU a accueilli la Palestine en octobre 2011. Car il faut savoir que la législation américaine interdit de financer une agence spécialisée des Nations unies qui accepte les Palestiniens comme membre à part entière... Benjamin Netanyahu, en pleine campagne législative a donné le ton d'une politique encore plus extrémiste afin de mettre fin à l'émiettement des formations de sa droite. L'État israélien semble toujours plus décidé coûte que coûte à pousser sa fuite en avant, mais depuis 2009 les fissures de l'impunité s'agrandissent tout comme s'accroît l'isolation du pays. Plus que jamais la balle est dans le camp israélien.

Yann Leroy

collaborateur *Monde arabe des Relations internationales*



EUROPA : QUO VADIS ?*

L'Union européenne est clairement entrée dans une nouvelle étape de son histoire depuis le début de la crise, disons en 2008. C'est à mes yeux la troisième grande césure depuis sa création en 1957.

Les trois étapes de la fuite en avant libérale

La première se situe à la charnière de la fin des années 80 et du début des années 90. L'Acte unique européen puis le traité de Maastricht ouvrent alors la voie à la fuite en avant libérale : marché unique, « économie de marché ouverte où la concurrence est libre », ouverture des entreprises publiques de service public à la concurrence, Banque centrale européenne entièrement axée sur la mission de rendre sa zone monétaire la plus attrayante possible pour les marchés financiers et, pour cette raison, mise à l'abri de toute intervention sur elle de la part de quelque institution publique que ce soit. Dès lors, l'UE devient un outil permettant de plonger les pays membres dans le grand bain de la mondialisation libérale, qui entre à cette époque dans une phase d'extension rapide, du fait de l'échec de l'expérience soviétique et des pays qui y sont liés.

Le deuxième saut qualitatif de l'« Europe libérale » correspond, de mon point de vue, au grand élargissement de l'UE à l'Est : dix pays d'Europe centrale et orientale (2004 et 2007). Jamais auparavant un aussi grand nombre de pays n'avait intégré l'UE d'un seul coup. Il s'agissait, en fait, aux yeux des initiateurs de cette décision stratégique – les dirigeants allemands – de créer (déjà !) une sorte de « choc de compétitivité ». En effet, ouvrir le marché unique européen, « où la concurrence est libre et non faussée » à un bloc de pays au niveau de développement, et donc au niveau d'exigence sociale, sensiblement plus bas que dans les « anciens pays membres » constituait un véritable levier de mise en concurrence des modèles sociaux, pour tirer tous les acquis vers le bas. C'est l'effet Bolkestein. Les travailleurs de ces « nouveaux pays membres » ne sont évidemment pas en cause ! Ils sont eux-mêmes victimes de cette stratégie : leur espoir de trouver dans l'UE un ascenseur social sera, de ce fait, largement déçu. Voyez la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, les pays baltes, etc. ! Un autre type d'union européenne élargie était possible ! Celui-ci résultait d'un choix de classe.

La gestion de la crise financière occidentale puis de la crise de la zone euro est donc le troisième saut dans la dérive libérale de l'UE. Il s'accompagne d'une tendance autoritaire très affirmée et fait entrer la construction européenne dans une crise de légitimité et, partant, une crise existentielle.

« Désendettement », « réformes », « gouvernance »

La stratégie suivie dans cette période peut se résumer ainsi : « désendettement », « réformes pour la compétitivité », « nouvelle gouvernance économique ».

« Le désendettement » devient la priorité des priorités. De fait, le poids actuel de la dette publique écrase nombre de pays. La question est : d'où vient cette explosion de la dette ? Et, par voie de conséquence, qui doit supporter le coût de sa réduction ? Je rappelle que le niveau de la dette publique de la France était, fin 2007, de 64,2% du Produit intérieur brut (INSEE), ce qui était proche de la norme réputée facile à gérer (60%). Aujourd'hui, elle est de 90% ! La même tendance globale s'observe dans la plupart des pays membres. Pourquoi ? Pour éteindre dans l'urgence l'incendie de la crise financière, puis pour relancer à tout prix l'économie et conjurer le risque d'une « grande dépression » du type de celle de 1929, les États ont mobilisé, à partir de 2009, des milliers de milliards d'euros, créant ainsi « des montagnes de dettes » (Angela Merkel). Voilà l'origine non pas de la dette, mais de son explosion récente.

Il ne s'agit donc pas de culpabiliser les peuples, qui auraient « vécu au-dessus de leurs moyens » ! Cette fable vise à leur faire accepter de payer pour les frasques capitalistes à l'origine de la crise. Voilà pourquoi il est important de récuser ce faux argument et, partant, de s'opposer aux politiques d'austérité-récession menées au nom de l'urgence du « désendettement », à plus forte raison aux diktats imposés par la honteuse « troïka » aux pays « sous assistance » financière ! Dans une UE qui compte officiellement 26 millions de chômeurs et 116 millions de pauvres, la priorité des priorités doit être le développement social et la transition écologique, financés par des prêts de la BCE aux États membres au même taux que celle-ci accorde aux banques privées (0,75%). Quant à la dette, elle appelle un audit public clarifiant son origine et établissant la part du « désendettement » qui incombe aux créanciers. Par ailleurs, la BCE est, là aussi, dans son rôle, en achetant systématiquement les titres de dette des États membres pour casser la toute-puissance des marchés financiers.

Les « réformes pour la compétitivité » constituent un volet complémentaire à celui du « désendettement ». Ces « milieux d'affaires » considèrent que dans une économie mondialisée et ouverte, ce qu'il reste de « modèle social européen » et d'« État-providence » constitue un boulet face à la concurrence des pays à bas salaires, en particulier les grands pays « émergents ». Au

* Europe, où vas-tu ?



EUROPA : QUO VADIS ?

nom de la course sans fin à la « *compétitivité* », c'est-à-dire à la capacité de vendre à la place du concurrent, y compris des partenaires de la zone euro, chaque pays membre doit donc, selon cette logique, « *réformer* » le « *marché du travail* » (faciliter les licenciements, accroître la flexibilité...), le régime de retraite, etc. Le président de la BCE, Mario Draghi, avait dès février 2012, rassuré les « *investisseurs* » dans une interview au *Wall Street Journal* en précisant que l'époque où l'on pouvait dire que « *les Européens pouvaient se permettre de payer tout le monde pour ne pas travailler* » était « *révolue* », puisque « *le modèle social européen est déjà mort* ».

C'est dire si tout le mouvement social et toute la gauche européenne gagneraient à s'opposer vent debout à tous ces projets ! (Y compris en France avec la négociation sur la... « *sécurisation de l'emploi* »). La raison d'être de l'UE ne doit pas être de forcer les pays membres à « *s'adapter* » à la mondialisation libérale mais de protéger leurs peuples contre ses effets pervers, et d'user de son poids pour faire émerger d'autres règles dans les relations internationales. Elle ne manquerait pas d'alliés pour cela, dans toutes les régions du monde.

Enfin, la réforme de la « *gouvernance économique européenne* » couronne cette stratégie de restauration de la situation d'avant les grandes conquêtes sociales et démocratiques d'Europe occidentale. Il s'agit des nouvelles contraintes établies par le traité budgétaire, les directives et règlements durcissant très sensiblement le pacte de stabilité et des autres projets encore en chantier au niveau du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement. L'objectif est de centraliser au niveau européen des décisions impopulaires concernant aussi bien les budgets nationaux que les politiques économiques et sociales des gouvernements européens. Bref, de laisser le moins de marge de manœuvre possible aux instances démocratiquement élues et soumises de ce fait à la pression des citoyens. Monsieur Van Rompuy, le président du Conseil européen, avait « *mangé le morceau* » dès 2011, en affirmant que « *la crise constitue une formidable opportunité pour*

faire faire un bond en avant à l'intégration économique ». C'était ne pas compter avec les contradictions explosives que cette politique engendre.

2013 : l'année de la contre-offensive ?

Trop confiant dans les rapports de force défavorables à la gauche critique et dopés par le « *sauvetage de l'euro* » au prix d'un calvaire intenable imposé aux peuples des pays « *aidés* », les principaux dirigeants européens se sont montrés sourds aux grondements qui montent des sociétés. 2013 sera-t-il l'année des révoltes populaires ? Cette perspective confère aux forces de gauche une responsabilité essentielle : faire ce qui dépend d'elles pour que cette exaspération légitime ne se traduise pas par des émeutes du désespoir mais par des « *insurrections* » politiques, démocratiques, citoyennes, et qu'elles soient porteuses d'exigences claires de transformations sociales.

Les atouts à saisir dans cet esprit sont souvent sous-estimés : mesurons par exemple la mutation de la Confédération européenne des syndicats, de plus en plus critique et combative ; la convergence remarquable d'un très grand nombre d'économistes contre l'aveuglement de la stratégie de l'austérité ; l'élévation spectaculaire du débat autour du rôle de la Banque centrale européenne et des changements à y promouvoir ; la force des exigences démocratiques face à ce qui est de plus en plus nettement perçu comme une volonté des milieux dirigeants de s'en « *libérer* », comme l'atteste la promotion du « *modèle Monti* », propulsé au pouvoir par la grâce des marchés financiers et dont l'orthodoxie européenne a conduit l'Italie « *à l'épreuve de la survie* » (titre d'un rapport qui fait grand bruit à Rome).

Autant d'éléments qui peuvent et doivent nourrir la nécessaire contre-offensive des innombrables partisans d'une Europe protectrice, solidaire et démocratique.

Dans cet esprit : bonne année 2013 !

Francis Wurtz

PREMIÈRE CONFÉRENCE EURO-LATINOAMÉRICAINE sur l'OTAN et pour la paix en Amérique latine



La tenue de la conférence intercontinentale **Paix, désarmement et alternatives sociales à l'OTAN globale** à Buenos Aires, les 13 et 14 décembre dernier, était en soi un succès car il s'agissait de la première du genre.

Elle était organisée par le réseau international *Non à l'OTAN – Non à la Guerre*, dont le PCF est membre actif (y compris de son Comité international de coordination-ICC), par le Cercle latino-américain d'études internationales (CLAEI) basé au Mexique et par l'Assemblée permanente pour les droits humains d'Argentine (APDH). Par l'originalité de ses thématiques et la qualité de son programme, cette conférence a réussi à faire suffisamment parler d'elle durant sa phase de préparation pour être accueillie par le Sénat argentin, sous le haut parrainage du sénateur de Buenos Aires Daniel Filmus.

Tenir cette conférence était un acte politique : une réponse nécessaire, urgente, alternative à la stratégie globale de domination de l'OTAN et de ses États membres. Confronter et partager les idées, analyses, point de vues et propositions venues d'Europe et d'Amérique latine répondait à une volonté de solidarité mutuelle et de constructions collectives.

La violence des politiques économiques antisociales et des réponses systématiquement belliqueuses aux crises, imposées au niveau mondial par les principaux pays membres de l'OTAN requiert un niveau de réponse bien plus élevé et actif de la part des peuples.

La crise globale et structurelle qui frappe partout dans le monde et qui dévaste certains pays d'Europe, va de pair avec la globalisation de l'OTAN et de ses politiques, et avec la militarisation accrue des pays et des relations internationales. Du côté de l'Amérique latine, des alternatives sont concrètement mises en œuvres, sur les plans politique, économique, social, environnemental, juridique. Alternatives perfectibles, naturellement, mais avec la vertu de l'innovation, le souci du caractère participatif, l'audace du « faire autrement ». Alternatives contextuelles, également, qu'il ne s'agit pas de prendre comme modèle ficelé exportable. Mais il semble évident que l'expérience de sortie de crise de l'Argentine après la faillite de 2001 peut fortement intéresser la Grèce ou l'Espagne aujourd'hui...

Cette conférence a rassemblé des personnes de nombreux pays (France, Allemagne, États-Unis, Argentine, Chili, Bolivie, Colombie, Brésil, Équateur, Mexique) et d'horizons très divers (politiques, universitaires, défenseurs des droits humains, Mouvements de la Paix, économistes, sociologues, journalistes, syndicalistes, peuples originaires, Église...). L'apport original de chacune et de chacun à la réflexion et aux débats a permis de confirmer le succès de cette rencontre. Sans oublier des contributions notables telles que celles de Pedro Paez, ancien ministre de l'économie de l'Équateur et membre de la Commission Stiglitz, d'Oscar Laborde, ambassadeur de l'Argentine auprès du MERCOSUR, de Marie-Christine Vergiat, députée européenne Front de gauche, du groupe GUE/NGL, de Nora Cortiñas, membre fondatrice des *Mères de la place de Mai* et d'Adolfo Perez Esquivel, défenseur de la Paix et des droits humains, un Prix Nobel de la Paix que nous sommes honorés d'avoir compté parmi nous.

L'articulation des problématiques politiques, militaires, économiques, sociales, juridiques, sociétales, a aussi montré une connexion fructueuse des différentes thématiques brassées, toujours avec la paix, les droits et l'intérêt des peuples et des personnes comme lignes directrices.

Il ressort de cette rencontre la décision, pour les représentants des deux côtés de l'Atlantique, de continuer à travailler ensemble : préparation d'un texte d'expression commune des participants à la conférence et publication des actes, puis dans un avenir proche participations communes au Forum social mondial de Tunis, à l'Altersummit européen d'Athènes, et au prochain contre-sommet de l'OTAN à Budapest.

Pour le réseau international *Non à l'OTAN – Non à la Guerre*, c'est une nouvelle étape réussie d'extension du réseau à l'Amérique du Sud, avec également la perspective d'un travail plus en commun avec le Conseil mondial pour la Paix, représenté à Buenos Aires par sa présidente Secorro Gomes.

Cette conférence est donc le premier chemin emprunté ensemble, dans notre diversité, vers la convergence et l'unité de nos objectifs et de nos luttes. Elle a confirmé, pendant ces deux jours d'échanges intenses, que la paix est une masse à pétrir, une construction collective et multidimensionnelle, un mode de vie. Elle a aussi rappelé la puissance et la force de la pensée et des mots.

Claire Chastain

membre du Comité international de coordination
du réseau *Non à l'OTAN-Non à la Guerre*

première conférence euro-latinoaméricaine

L'OTAN, L'UE et les nouvelles formes de domination coloniale en Amérique latine

La nouvelle stratégie de l'OTAN inquiète les pays de l'Amérique latine. Conçue pour mettre à jour une alliance dépassée par l'histoire après la fin de la guerre froide, elle n'est plus justifiée par la défense des territoires de ses pays membres et par la dissuasion. Désormais, l'alliance est devenue une organisation politique et militaire chargée de défendre ses intérêts et qui s'arroge le droit d'intervenir partout où ces mêmes intérêts sont contestés.

C'est à cet instrument de domination que le gouvernement de Nicolas Sarkozy a pris la décision de réintégrer pleinement la France, décision confirmée depuis par le président François Hollande renonçant ainsi à la possibilité pour la France de porter une voix différente et autonome. Ce choix confirme aussi la soumission de l'UE à l'atlantisme.

Les pays gouvernés par les forces progressistes de l'Amérique latine ont manifesté leur désaccord avec cette nouvelle stratégie coloniale. Ils s'opposent à la militarisation évidente de l'Atlantique sud avec la présence de la IV^e flotte de la marine des États-Unis, l'installation croissante de bases en Colombie et au Honduras, et l'occupation britannique des Îles Malouines. Les résolutions votées à l'ONU sont systématiquement violées par ces champions de la « liberté » qui se comportent en véritables prédateurs à la recherche de territoires riches en hydrocarbures et en ressources halieutiques.

La militarisation de l'Antarctique qui se profile avec la présence britannique, et donc de l'OTAN, est source d'inquiétude pour l'Argentine dont une partie de son territoire se trouve sur ce continent. Pour le Brésil, c'est sa frontière orientale qui est menacée, celle marquée par l'Atlantique et l'Afrique occidentale, pour le Venezuela ce sont les provocations autour des îles sous mandat hollandais.

Le rapport des forces politiques créé par l'arrivée au gouvernement des forces de gauche a amené les États-Unis agir, non seulement par leur présence militaire mais aussi en essayant de redonner une légitimité à l'OEA et en favorisant l'alliance des pays du Pacifique gouvernés par la droite.

D'autres formes de domination sont celles mises en place par le néolibéralisme d'une architecture d'organisations, règles, normes et traités de libre échange et de protection des investissements qui favorisent la domination des grandes puissances. L'Union européenne est un acteur de premier rang de cette mondialisation par le biais de ses transnationales. Ses relations avec le monde sont en bonne partie conditionnées par la recherche de la sacro-sainte compétitivité en créant les meilleures conditions pour que ses capitaux puissent accéder à des marchés en croissance, une main-d'œuvre à bon marché et des sources d'énergie et de matières premières.

L'UE est cohérente avec ses choix lorsqu'elle signe des traités de libre échange qui légitiment les politiques bellicistes et répressives des gouvernement colombien et péruvien ou lorsqu'elle se montre plus qu'indulgente avec des régimes issus des coups d'État au Honduras et au Paraguay.

Il y a des forces en Europe avec qui les progressistes de l'Amérique latine peuvent converger. Elles défendent la zone dénucléarisée qu'est l'Amérique latine et ont, dans certains cas, intégré dans leurs constitutions l'interdiction des armes de destruction massive et le recours à la guerre comme mode de règlement des conflits. Ces mêmes forces ont soutenu la demande de la reconnaissance d'un État palestinien, décision politique qui serait une contribution majeure à la résolution d'un conflit qui est au centre des confrontations régionales et internationales actuelles.

La conférence intercontinentale sur la *Paix, désarmement et alternatives sociales face à l'OTAN globale*, qui s'est tenue à Buenos Aires en ce mois de décembre 2012, est une contribution à la création de ces espaces de convergence si nécessaires aujourd'hui.

Une expérience à renouveler !

Obey Ament

responsable Amérique latine des Relations internationales
représentait le PCF à la Conférence de Buenos Aires

première conférence euro-latinoaméricaine

MARIE-CHRISTINE VERGIAT
députée européenne Front de gauche
coordinatrice de la commission *Droits de l'Homme*
***et libertés* pour le groupe GUE/NGL**

L'Union européenne est sur une mauvaise pente. Nous le constatons chaque jour en matière économique et sociale. Mais il en va de même au plan international. En effet, au delà de la proclamation des principes de justice, de solidarité, de respect des droits de l'Homme et des libertés figurant dans ses textes constitutifs que l'UE ne manque pas de rappeler dans les accords bilatéraux qu'elle signe avec des pays tiers, ses relations extérieures sont aujourd'hui plus guidées par l'intérêt des grandes entreprises européennes que par ceux des peuples.

Aujourd'hui, tournant le dos à toute logique de coopération et de solidarité internationale, l'UE cherche d'abord et avant tout à imposer à ces « partenaires » dans des accords purement commerciaux son modèle néolibéral aux conséquences catastrophiques que l'on sait. Et même lorsque les situations changent et que les peuples se révoltent, comme dans les pays dit du Printemps arabe, l'UE reste scandaleusement immuable dans ses politiques.

Le projet d'intégration régionale de l'UE, sa construction politique et sociale, ont pourtant longtemps soulevé un immense espoir pour de très nombreux citoyens en Europe et au delà. Dans les années 90, la dynamique pouvait paraître positive avec une majorité de gouvernements auxquels participaient des socia-

listes et des sociaux-démocrates. Aujourd'hui, devant l'ampleur du désastre d'un projet uniquement économique et financier, nombreux sont celles et ceux qui perdent espoir dans le projet européen et se détournent de l'UE.

Les dirigeants européens seraient bien inspirés de regarder ce qui se passe du côté de l'Amérique latine et de voir que des politiques alternatives se mettent en place qui pourraient sinon servir de modèles (les histoires politiques et sociales ne sont pas les mêmes) du moins inspirer les politiques européennes. Les peuples, les militants, en Europe commencent à en prendre conscience. C'est pourquoi il nous faut poursuivre et amplifier les dynamiques d'échanges, de convergences et de solidarités. L'Altersummit européen en Grèce, à Athènes, en juin prochain pourrait nous en fournir une occasion. Cela ne pourrait que renforcer les nouvelles configurations de luttes communes qui apparaissent en Europe, rassemblant forces sociales, syndicales, associatives et politiques.

Ces rassemblements sont indispensables pour peser et faire changer le cours des choses. Pour qu'au delà des nécessaires résistances, nous puissions construire ensemble les politiques alternatives indispensables. À nos côtés, les mouvements latino-américains et la solidarité de leurs forces seraient d'un apport précieux.

MONDE ARABE

Tunisie

Rassemblement de solidarité avec les syndicalistes et la population de Siliana organisée par le Front populaire de Tunisie à Paris, avec Patrick Margaté pour le PCF, le 1er décembre.

Meeting de solidarité avec UGTT après l'attaque de leur siège à Tunis à la Bourse du travail à Paris, avec Patrick Margaté, le 13 décembre.

Maroc

Conférence sur les prisonniers politiques au Maroc organisée par le *Mouvement du 20 février* à Paris, avec Patrick Margaté pour le PCF, le 1er décembre.

Syrie

Rencontre avec **Salameh Kaileh, militant marxiste palestinien**, avec Jacques Fath et Patrick Margaté, le 4 décembre.

Réunion du comité de secours à la population syrienne à Paris, le 4 décembre. **Train de la solidarité** à Paris avec Jack Ralite et Patrick Margaté.

EUROPE

Portugal

19ème Congrès du PCP du 30 novembre au 2 décembre. Jacques Fath y assiste pour le PCF.

Espagne

Congrès de la Gauche unie d'Espagne à Madrid, les 15 et 16 décembre. Pierric Annot représentait le PCF.

Dans l'agenda de Pierre Laurent, président du PGE :

11-12 janvier : bureau exécutif du PGE à Berlin.

18-19 janvier : colloque du PGE *La peur du rouge en Europe, démocratie en péril : anticommunisme, anti-syndicalisme, criminalisation des luttes et montée de l'extrême droite*, Charleroi, Belgique.

21-22 janvier : rencontre interparlementaire franco-allemande au Bundestag pour la commémoration du Traité de l'Elysée à Berlin.

KURDISTAN DE TURQUIE

Lettre du sénateur PCF Michel Billout à l'ambassade de Turquie en France à propos de l'intensification de la répression visant le peuple kurde ainsi que des arrestations d'élus, journalistes, syndicalistes, militants des Droits humains (18/12/2012).

Participation de Michel Billout aux côtés des réalisateurs du film *EZ KURDIM*, sélectionné par le festival *Défense des droits de l'Homme - FIFDH* (20/12/2012).

AMERIQUE LATINE

Chili

Le 4 décembre, rencontre avec **Luis Casado, vice-président du Parti de gauche PAIZ**.

Du 5 au 8 décembre, Christian Audouin représentait le PCF à la commémoration du centenaire du Parti communiste du Chili et au séminaire organisé à cette occasion.

Argentine

Les 13 et 14 décembre, participation de Marie-Christine Vergiat, Obey Ament et Claire Chastain à la **Conférence intercontinentale Paix, désarmement alternatives sociales face à l'OTAN globale à Buenos Aires, Argentine**.

Le 15 décembre, visite organisée pour la délégation internationale de la conférence, par l'Assemblée permanente pour les droits de l'Homme d'Argentine du **mémorial de la dictature et de l'ex-ESMA, rencontres avec des témoins**.

Honduras

Le 21 décembre, rencontre d'Obey Ament avec **Luis Posada, membre de la coordination du parti Liberté et refondation LIBRE**.

Le 18 décembre, Obey Ament participe à la Conférence : **La politique européenne et les transnationales françaises en Amérique latine**, organisée par l'association France-Amérique latine et avec la participation de Aitec et d'Attac.

AFRIQUE

Burundi

Rencontre entre Sylvie Jan et les représentants du **CNDD, Léonard Nyangoma, président du parti et porte parole de ADC/IKIBIRI, Alliance démocratique pour le changement et Cyriaque Ndayitwayeko, porte parole** (12/12/2012).

Cameroun

Rencontre entre Sylvie Jan et les responsables de l'**UPC Cameroun en France, Titti Dingong et Antonia Epanya** 21/12/2012).

Comores

Rencontre entre Sylvie Jan et les représentants du **Front progressiste comorien, Saïd Ben Imani, Ahmedali Mabadi, Mustapha Abdou-Raouf**, à propos de la politique française dans l'Océan indien. (17 /12/2012).

Côte d'Ivoire

Rencontre entre Jacques Fath, Sylvie Jan, Marine Malberg, Christophe Sandlar pour le PCF et les représentants du **FPI, Théophile Kouamou et Amani Michel N'Guessan**, à propos de la chasse à l'homme menée actuellement contre les opposants par Ouattara.

Déclaration du PCF à propos du **procès Mahé** (7/12/2012).

Djibouti

Participation de Marine Malberg pour le PCF au **rassemblement pour la commémoration du 21ème anniversaire du massacre d'Arhiba, initié par l'Association pour la Démocratie et le Développement** (18/12/2012).

Mali

Intervention de Jacques Fath au cycle des séminaires organisé par la Fondation Gabriel Péri et le Réseau des partenaires de la région de Kidal (Mali) sur le thème : *Les processus de militarisation dans l'espace Sahélo-saharien et la crise au Mali : quels enseignements ?* (19/12/2012).

Mozambique

Rencontre entre Jacques Fath et M. Alexandre Zomdamela, ambassadeur du Mozambique à Paris, accompagné de Antonio Bambissa, premier secrétaire (14/12/12).

Sénégal

Échanges avec le PIT, Maguette Thiam, Amath Dansokho, Abass Samb.

Rencontre avec Amath Camara, à propos de l'Anelf, Forum de la gauche africaine (du 3 au 9 décembre 2012).

Le **Parti communiste français** publie régulièrement des communiqués liés à l'actualité internationale.

Les communiqués sont à retrouver intégralement sur le site du PCF:

www.pcf.fr

Chaque mercredi, dans *l'Humanité*, un article sur la situation internationale, publié dans le supplément *Communistes*

ÉVÉNEMENT AU SIEGE DU PCF

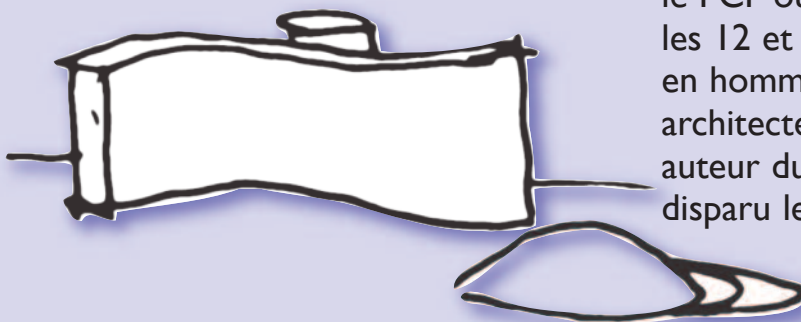
Audition de Bertrand Badie le jeudi 13 décembre par les *Relations internationales* du PCF et le LEM (*Lieu d'études sur le mouvement des idées et des connaissances*), sur le thème : *Ce que devrait être et ce que pourrait être une politique internationale de gauche française.*

Vidéo et textes

http://www.pcf.fr/search/apachesolr_search/bertrand%20Badie

12 ET 13 JANVIER 2013

journées *Portes-ouvertes* en hommage à Oscar Niemeyer



le PCF ouvrira les portes de son siège les 12 et 13 janvier 2013 en hommage à Oscar Niemeyer architecte brésilien auteur du siège du PCF disparu le 5 décembre dernier

siège du PCF - Espace Niemeyer - 2 place du Colonel-Fabien - Paris 19

l'autre partie de la réalité

Je pourrais consacrer exclusivement cet article au « poison américain » : la crise qui continue de ravager le pays, Wall Street qui a renoué avec ses très mauvaises habitudes, le déferlement d'argent en politique qui tend à transformer la plus ancienne démocratie moderne en oligarchie, la dérive sans fin du bon vieux parti républicain, etc.

Si je développais ce prisme, je ne mentirais pas au lecteur. Il s'agit bien là d'une partie de la réalité qui, au demeurant, domine outrageusement le traitement médiatique du pays. Mais il y a une autre partie de la réalité qui est à la fois plus ignorée, plus souterraine mais aussi plus « prometteuse ». Cette réalité, c'est « l'antidote », appelons-la ainsi. L'antidote : « Les États-Unis sont prêts pour un nouveau *New Deal*, une nouvelle ère de politiques progressistes », comme le répète, depuis des années, Paul Krugman, le Prix Nobel d'Économie.

Dans son ouvrage *Left*, récemment paru, Eli Zaretsky met en exergue la même potentialité. L'intellectuel new-yorkais se penche sur les trois grandes crises de l'histoire américaine qui ont débouché sur « trois grands mouvements de réforme structurelle » (l'abolition de l'esclavage, le *New Deal*, les transformations culturelles des années 60 avec la lutte des droits civiques). Il rappelle que la gauche « y a joué un rôle clé en conférant une dimension spécifiquement égalitaire à ces changements ». Et voilà que les États-Unis traversent la quatrième grande crise de leur histoire, souligne-t-il. On attend donc avec impatience la quatrième grande période de changements. Quand Zaretsky parle de « changement », il lui impute, évidemment, un caractère progressiste. Mais le changement intervient aussi parfois pour le pire.

Le 6 novembre dernier, le pays a repoussé ce scénario régressif : voilà l'enseignement incontournable des scrutins qui se sont déroulés ce jour-là. Malgré la crise (les crises), la déception, voire la désillusion, Barack Obama a été réélu. Largement, encore : 51% contre 47,2% à Romney, 65,5 millions de voix contre 60,8. Je ne mets pas ce résultat sur le compte de l'aura personnelle du premier président noir de l'histoire des États-Unis mais plutôt sur l'émergence (que l'équipe Obama a su déceler et utiliser) d'une majorité électorale durable pour les démocrates. Cette majorité est constituée des minorités (Noirs, Latinos), des jeunes et des femmes salariées. Démographiquement, elle est en pleine expansion tandis que la base sociologique du parti républicain (les hommes blancs) fond, quasiment à vue d'œil. Le parti de droite s'est ainsi retrouvé minoritaire en voix pour la cinquième fois en six élections présidentielles depuis la fin de la guerre froide. Cela signifie bien, à tout le moins, que son projet conservateur et libéral est

minoritaire dans l'opinion et que l'hégémonie culturelle reaganienne n'est plus.

Le 6 novembre a également permis de matérialiser l'ouverture culturelle d'une frange grandissante, si ce n'est majoritaire, de la société. Dans trois États, les électeurs ont dit « oui » au mariage gay portant à dix le nombre d'États qui désormais l'autorisent. Dans deux autres États, ils ont légalisé l'usage de la marijuana, ouvrant ainsi une brèche dans la « guerre à la drogue », véritable catastrophe (comme toute guerre).

À ce stade, il faut préciser le cadre historique dans lequel interviennent ces évolutions : la conjonction du crépuscule de cycles.

Le premier cycle qui est en train de prendre fin est celui d'une nation WASP (blanche européenne et anglo-saxonne). Les démographes prédisent qu'en 2042, les Blancs représenteront moins de 50% de la population du pays. Ce monde de demain existe déjà... dans les couveuses. En 2011, sont nés plus de bébés des minorités que de bébés blancs. Tout ceci n'a évidemment rien à voir avec la couleur de la peau. Ce bouleversement démographique signifie le déclin de la « République protestante ». L'aspect le plus spectaculaire réside dans la montée en puissance des Latinos, à la fois « nouvelle classe populaire », « Américains avant les États-Uniens » et représentation continentale de la figure du « colonisé ».

Le second est celui d'une hégémonie de la puissance américaine dans un monde dominé par les pays dits occidentaux. Dans quelques années, la Chine deviendra la première puissance économique mondiale. Sur le plan diplomatique, aussi, le monde « s'équilibre » (de manière assez précaire, il est vrai), symbolisé par l'émergence politique des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). D'ici une à deux décennies, le monde aura retrouvé un équilibre de puissances proche de celui qui prévalait avant la révolution industrielle. Dans ce monde de nouveau multipolaire, les États-Unis ne constitueront plus que l'une des puissances même s'ils tentent, d'ores et déjà, par leur puissance militaire de maintenir leur statut de première puissance. On peut même écrire que le maintien de leur puissance militaire est LA condition du maintien de leur statut de première puissance, piégée par ailleurs par un « modèle » que deux chercheurs ont baptisé « Chimerica ». Pour résumer : les Américains s'endettent à titre personnel pour consommer des produits fabriqués en Chine, souvent par des multinationales américaines, au demeurant. La balance commerciale des États-Unis se creuse. En miroir, l'excédent commercial chinois permet à l'Empire du Milieu d'accumuler des réserves de change considérables qui servent ensuite à acheter des bons du Trésor américain (un quart des

l'autre partie de la réalité

bons détenus à l'étranger le sont par la Chine), finançant la dette publique de l'Oncle Sam. CQFD. On comprend mieux, dès lors, pourquoi l'administration Obama a adopté une nouvelle stratégie faisant basculer le centre de gravité de la présence militaire américaine de l'Atlantique vers le Pacifique.

Quoi qu'il en soit, d'ici 2050 (c'est demain !), pour reprendre la formule de Philippe Golub, professeur à l'Université américaine de Paris, « les États-Unis seront un pays post-européen dans un monde post-occidental ». Je formule une hypothèse : ils deviendront aussi un pays « post-conservateur », au sens où le cycle, ouvert au début des années 70, marqué par la doxa ultra-libérale et l'ordre moral, prendrait fin. L'opinion publique y est indéniablement prête. « Nous sommes majoritaires dans les esprits », se félicitait, en mars dernier, le réalisateur Michael Moore, peu suspect d'angélisme ou d'optimisme béat...

Les enquêtes d'opinion montrent à quel point les recettes libérales sont rejetées. La dernière en date porte sur le fameux « mur fiscal ». Une majorité d'Américains s'opposent au recul de l'âge de la retraite (à 56%), à la réduction des aides sociales (à 58%) mais plébiscitent à 69% l'augmentation des impôts pour les plus riches. Dans l'électorat démocrate, ces proportions sont encore plus importantes, c'est dire si la base sociale et politique d'Obama s'avérerait puissante et homogène si le locataire de la Maison-Blanche se décidait à la mobiliser... La Californie a d'ailleurs offert un exemple, si ce n'est un modèle, de mobilisation populaire pour promouvoir une proposition progressiste. Le puissant syndicat des enseignants a porté une « taxe sur les millionnaires », qui a été adoptée par référendum (54,5% de oui) le 6 novembre dernier. Ces nouvelles recettes seront directement affectées à l'éducation et aux services sociaux.

Il n'y a pas que la Californie... Dans le Vermont, sous la pression de Bernie Sanders, le sénateur des États-Unis le plus progressiste, l'État a adopté une réforme de l'assurance-santé qui crée un système public (comme Obama l'avait promis en 2008 mais comme il ne l'a pas fait). À New Haven (Connecticut), une coalition de syndicalistes est désormais majoritaire au conseil municipal après avoir battu la « machine » démocrate clientéliste au pouvoir depuis un demi-siècle. À Dallas (Texas), le shérif est... une femme, latina et lesbienne déclarée. Depuis son élection, en 2004, Lupe Valdez a rompu avec les politiques répressives de son prédécesseur. En novembre, elle a décroché un quatrième mandat.

Mais ce ne sont pas seulement quelques morceaux d'Amérique qui s'éveillent au progrès : le « bacille » du changement se répand dans l'ensemble du corps social américain... Deux exemples.

Le mariage. On ne s'est jamais aussi peu marié aux États-Unis, ce qui cadre mal avec l'image d'un pays en pleine transe religieuse (il s'avère même en plein processus de sécularisation)... En revanche, ce sont les mariages dit « mixtes » qui ont le vent en poupe : 15% des unions célébrées en 2010 contre 6,7% en 1980. Dans un pays construit sur les barrières raciales (colons blancs, esclaves noirs, indiens indésirables), ce chiffre fait sens. Les digues « différentialistes » cèdent, ou, à tout le moins s'érodent comme le prouve également la situation de l'État de Virginie, l'un des derniers à avoir interdit les mariages noirs-blancs et qui se trouve désormais champion des États-Unis des unions *black and white*.

La peine de mort. Chaque année, un État rejoint les rangs des abolitionnistes dont les premiers « sociétaires » furent, il faut toujours le rappeler, le Michigan et le Wisconsin, respectivement en... 1846 et 1853. La peine de mort est abolie ou n'est plus pratiquée dans les deux-tiers du territoire. L'exécution d'État est une pratique du Sud (83% des exécutions), notamment du Texas (40%). Le nombre de condamnations à mort prononcées par des juges (élus) est passé de 312 en 1995 à 73 en 2011. Le *New York Times* parle même d'une « abolition de facto ».

Pour autant, dans cette montée en température incontestable de la société américaine, le point de combustion politique n'a pas encore été atteint. Quels sont les obstacles à l'embrasement ?

- La « machine réactionnaire », organisée autour du parti républicain, dont le « bloc évangélique », replié sur les frontières de l'ancienne Confédération, constitue la base sociale. Cette machine est cohérente idéologiquement, puissante financièrement et juridiquement (Cour Suprême) mais elle est incontestablement en voie de rétrécissement et de marginalisation dans la société. « Une base de plus en plus fanatique mais de moins en moins nombreuse, ce n'est plus une base, c'est un groupuscule », écrivait Paul Segala, dans le *New York Times*, peu après les élections.
- La tiédeur politique (pour ne pas dire plus) des démocrates. Nationalement, la direction du parti de l'âne se contente de surfer sur la vague démographique, refusant non seulement de représenter les aspirations progressistes émergentes de sa propre coalition électorale mais aussi de favoriser un mouvement populaire puissant, « sésame » de tout changement.
- Voici justement le troisième obstacle : l'insuffisance de la pression de la société, le manque de « masse critique » du mouvement populaire. En quelque sorte, la situation est identique à celle de 1860, 1932 ou de 1962, à la veille de changements radicaux. Rien ne dit pour autant que les États-Unis franchiront ce pas qui les propulsera dans une autre dimension : celle d'une nouvelle ère progressiste.